

Brochure n° 3098

Convention collective nationale

IDCC : 247. – INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT

AVENANT DU 23 MAI 2013
À L'ACCORD DU 1^{ER} JUILLET 2003 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1350882M

IDCC : 247

PRÉAMBULE

Le recul progressif de l'âge de départ à la retraite a une incidence directe sur les conditions de garanties du régime conventionnel de prévoyance, d'une part, au titre de la garantie incapacité temporaire de travail-invalidité et, d'autre part, au titre du maintien des garanties en cas de décès résultant de l'application de l'article 7-1 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989.

Les partenaires sociaux ont, en outre, souhaité modifier les conditions d'indemnisation de la garantie incapacité temporaire de travail, notamment afin de prendre en compte les incidences de l'accord du 21 septembre 2010 portant modification de l'indemnisation de la maladie (art. 44 de la convention collective nationale des industries de l'habillement).

Article 1^{er}

Modifications rédactionnelles

La référence à « Médéric Prévoyance » (art. 5.1, 5.2, 5.4, 7 et 8) est remplacée par « Malakoff Médéric Prévoyance » et la référence à la convention collective nationale de la ceinture-bretelle (art. 5.2 et 5.3) est supprimée.

Article 2

Le deuxième alinéa de l'article 3.3.2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les salariés ne bénéficiant pas de ces dispositions conventionnelles, le service des prestations intervient à compter du 91^e jour d'arrêt de travail continu. »

Article 3

Au premier alinéa de l'article 4.3, le terme « tranche B » est remplacé par le terme « tranche A » et le troisième alinéa de l'article 4.3 est supprimé.

Article 4

L'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le taux global de cotisation en contrepartie des garanties est fixé à 0,90 % de la tranche A. Il est réparti de façon suivante :

(En pourcentage.)

	COTISATION TOTALE	À LA CHARGE de l'employeur	À LA CHARGE du salarié
Décès – Rentes	0,17	0,13	0,04
Incapacité de travail	0,27	–	0,27
Invalidité	0,46	0,32	0,14

Article 5

Les dispositions du présent avenant entrent en application à compter du 1^{er} juillet 2013.

Article 6

Le présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail et son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 23 mai 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFICL ;
FFPAPF ;
FFIVM ;
UFIH ;
FIDH ;
FFML.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;
FCMTE CFTC ;
FCTH FO ;
FTHC CGT ;
FCTH CFE-CGC.